

*Les crédits*

réaliser leurs objectifs, à investir là où elles le souhaitent, à bâtir les usines où elles les veulent et à déplacer les travailleurs à leur gré.

• (1635)

Jamais auparavant depuis la dépression les sociétés n'ont eu autant de pouvoir et de liberté que ce que leur permet l'Accord de libre-échange, et la perspective de l'ALÉNA fera encore empirer les choses. Bien sûr, comme le disait l'un de mes collègues un peu plus tôt, la domination des États-Unis au GATT fait que ce pays contribue notablement à l'application, à l'échelle internationale, du néo-conservatisme qui fait tant de ravages.

Le déficit n'est qu'un des résultats de ce programme global. Ce que l'on ne sait pas bien, c'est depuis quand ce programme est appliqué. En fait, cela remonte aux années 70, quand les libéraux ont rejeté la proposition que défendait M. MacEachen, qu'on aurait pu considérer comme un effort sincère de réforme fiscale. Le gouvernement a alors préféré modifier la politique fiscale pour alléger le fardeau des sociétés. Résultat, une proportion plus petite des recettes fiscales provient des sociétés, la majeure partie provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et d'autres sources.

Il a également apporté au régime fiscal certains changements qui étaient à l'avantage non seulement des sociétés mais aussi des riches qui ont nettement plus d'influence que les Canadiens ordinaires. Comme l'a constaté Statistique Canada, cela a donné lieu à un manque à gagner considérable. Les déficits ont commencé à croître au moment où les dépenses ont elles-mêmes commencé à augmenter lors de la récession du début des années 1980.

Il faut reconnaître que le maintien de taux d'intérêt élevés durant la récession du début des années 1980 a été une politique qui a également contribué de façon considérable à l'insuffisance des recettes.

Tous ces facteurs combinés ont entraîné l'accumulation d'une dette d'environ 200 milliards de dollars, à cause des politiques libérales qui favorisaient les sociétés et les riches aux dépens des Canadiens ordinaires.

Pour combattre l'inflation, les libéraux ont augmenté les taux d'intérêt, convaincus que le moyen de lutter contre l'inflation était de maintenir des taux d'intérêt

élevés de façon à créer de l'emploi. Comme on se souviendra, les taux d'intérêt étaient montés à 22 p. 100.

Vint ensuite le gouvernement conservateur dont la politique consiste également à favoriser les grosses sociétés et les riches. Finalement, confronté à un chômage grandissant et au problème de l'inflation, M. Crow a décidé encore une fois de s'attaquer à l'inflation aux dépens des chômeurs.

Il faut reconnaître—Statistique Canada l'a démontré dans son étude—que les problèmes de la dette et des déficits enregistrés de 1975 à nos jours sont dus au favoritisme dont ont fait preuve les gouvernements qui se sont succédé à l'égard des grosses sociétés et des riches, ceci à tel point que 44 p. 100 de la dette que nous avons aujourd'hui est attribuable à l'insuffisance des recettes du fait du traitement favorable accordé aux groupes les plus nantis de notre société.

• (1640)

En outre, il convient de remarquer que 50 p. 100 de la dette accumulée est dû à l'intérêt sur la dette. C'est le résultat direct de la politique des taux d'intérêt élevés des libéraux, puis des conservateurs. C'est cette même politique qui a fait augmenter la valeur du dollar, réduisant ainsi nos exportations. Et selon une étude de la WEFA, c'est à cette seule même politique que nous devons quelque 400 000 chômeurs.

On parle du déficit qui, pour ce gouvernement, est devenu une excuse pour ne pas prendre les initiatives qui auraient créé des emplois et une nouvelle économie de haute technicité sans laquelle ce pays ne pourra soutenir la concurrence internationale, mais ce n'est qu'une partie de l'équation. L'autre partie est le chômage dû au déficit, qui vient s'ajouter au chômage qu'ont engendré à eux seuls les taux d'intérêt élevés et il faut préciser, que la Banque du Canada, sous la gouverne de M. Crow, a délibérément infligé aux Canadiens dans le but de combattre l'inflation aux dépens des membres les plus vulnérables de notre société.

Puis est arrivé un autre élément du programme du monde des affaires, l'Accord de libre-échange. Selon de nombreuses études, cet accord est à lui seul responsable de la perte de quelque 350 000 emplois.

De toute évidence, lorsque les usines sont fermées et que le chômage. . .